



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2011-DLP/BUPE-301 du 5 AOUT 2011

autorisant la société HAGANIS à METZ à poursuivre l'exploitation de ses installations sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le Code de l'Environnement et notamment le Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, parties législative et réglementaire ;
- VU** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activités de soins à risque infectieux modifié le 3 août 2010 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R. 512-45 du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000, autorisant le SIVOM de l'agglomération messine à exploiter un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ ;

VU la déclaration de changement d'exploitant en date du 27 mars 2002, au profit d'HAGANIS, régie du Syndicat Mixte de l'agglomération messine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2004-AG/2-221 du 25 mai 2004, autorisant la régie HAGANIS à poursuivre l'exploitation d'un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ et modifiant l'arrêté n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-AG/2-194 du 16 mai 2006, autorisant la régie HAGANIS à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de déchets ménagers et assimilés de METZ et à y recevoir des mâchefers bruts issus d'installations classées externes ;

VU le bilan de fonctionnement transmis par HAGANIS à la préfecture de la MOSELLE par courrier reçu en date du 22 avril 2010 et les compléments apportés le 16 mai 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL du 22 juin 2011 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 7 juillet 2011 ;

Considérant que l'article R. 512-45 du Code de l'environnement prévoit que le bilan de fonctionnement doit être déposé dans le but de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation d'exploiter ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant qu'il convient de compléter les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié autorisant la régie HAGANIS à exploiter un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ ;

Considérant que les rubriques de la nomenclature des Installations classées pour la Protection de l'Environnement relatives aux activités exercées sur le site ont été modifiées par décret en 2010 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture

ARRETE

Article 1er : Etablissement objet du présent arrêté

La régie HAGANIS, sise rue du Trou aux Serpents à 57050 METZ, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié et des dispositions du présent arrêté qui complètent et modifient certaines de ces prescriptions.

Article 2 : Classement des activités exercées

Les dispositions de l'article L.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 1.2 :

Les installations autorisées sont visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

N° de la rubrique	Désignation de l'activité ou des installations	Activités exactes exercées	Capacité	Régime
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Incinération des déchets ménagers et assimilés, boues et graisses de stations d'épuration urbaines ; auxiliaires de combustion, récupération de chaleur et production de vapeur dans une chaudière	- Fours 1 et 2, d'une capacité unitaire nominale de 8 t/h et d'une puissance thermique nominale unitaire de 20,5 MW ; - Sous réserve article II.2 : four 3, d'une capacité nominale de 6 t/h et d'une puissance thermique nominale unitaire de 15,3 MW soit une capacité globale de 16 t/h (22 t/h sous réserve article II.2) et une puissance thermique nominale globale de 41 MW (56,3 MW sous réserve article II.2), le pouvoir calorifique de référence des déchets étant de 9210 kJ/kg.	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Volume présent dans l'installation : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³	Evacuation des déchets ménagers et assimilés vers d'autres centres de traitement en cas d'arrêt de l'unité de valorisation énergétique.	A titre occasionnel Volume 6 000 m³	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. Quantité de déchets traités : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage des déchets ménagers encombrants.	Un broyeur de 10 t/h	A
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Volume présent dans l'installation : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³	Centre de tri : 2 chaînes de tri manuel des déchets de collectes sélectives de 3,5 t/h et 6 t/h Stockage des déchets banals d'entreprises, des déchets de collectes sélectives bruts en mélange et stockage des produits triés. Aire destinée aux déchets de collectes sélectives et stockage en vrac des journaux et papiers recyclés.	Activité du centre de tri : 54 000 t/an <ul style="list-style-type: none"> • Stockage des déchets de collectes sélectives bruts en mélange : 1 800 m³ • Stockage de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues : Stockage des déchets banals d'entreprises bruts en mélange : 350 m³ Stockage des produits triés : en balles (1330 m³), en vrac (150 m³), en bennes de 30 m³ • Stockage de déchets à base de caoutchouc : Stockage en balles des produits triés : 600 m³ Stockage de papiers dynamique : 150 m³	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. Surface : 2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1000 m²	Centre de tri : 2 chaînes de tri manuel des déchets de collectes sélectives de 3,5 t/h et 6 t/h Stockage de métaux issus du tri	Activité du centre de tri : 54 000 t/an Stockage de balles d'acier : surface au sol du stock de produits triés en balle : 200 m²	D

Autorisation : A

Déclaration : D

Non classé : NC »

Article 3 : Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées

Les dispositions de l'article I.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article I.11 – Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées

Les résultats de la mesure en continu de la température prévue à l'article III.3.2 et des mesures demandées aux articles IV.6, IV.7, V9 et V10 sont conservés pendant cinq ans. Les informations relatives aux déchets issus de l'installation et à leur élimination sont en revanche conservées pendant toute la durée de l'exploitation.

Les résultats des analyses demandées aux articles III.3, IV.6, IV.7, V9, V10, VI.3 et VI.4.3.3.1 accompagnés des flux de polluants mesurés sont communiqués à l'inspection des installations classées :

- au moins trimestriellement en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu et semi-continu demandées à l'article IV.6, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;
- au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles IV.6.2 et IV.7.1, et les analyses demandées aux articles V9, V10, VI.3 et VI.4.3.3.1 ;
- dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu ou en semi-continu prévues à l'article IV.6 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée au-delà des limites fixées par l'article III.3.5, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article IV.6.2 et pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas échéant, en application des articles VI.3 et VI.4.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

Article 4 : Evaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés

L'article I.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'exploitant doit réaliser chaque année une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés et en transmettre les résultats à l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Performance énergétique des installations d'incinération

Après l'article I.14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, il est ajouté un article I.15 ainsi rédigé :

« Article I.15 – Performance énergétique des installations d'incinération

La performance énergétique de l'installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié susvisé.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,60 ; si l'installation fait l'objet d'une extension augmentant sa capacité de traitement ou d'une modification notable par renouvellement des fours après le 31 décembre 2008, cette valeur est ramenée à 0,65 ;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article I.6 ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Si les conditions définies précédemment ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination. »

Article 6 : Origine des déchets

A l'article II.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, l'alinéa relatif à l'unité de valorisation des mâchefers est remplacé par :

« unité de valorisation des mâchefers : UVE d'Haganis uniquement. »

Article 7 : Capacités autorisées

A l'article II.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, la partie relative à l'unité de valorisation des mâchefers est supprimée.

Article 8 : Déchets admissibles

A l'article II.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, l'alinéa relatif à l'unité de valorisation des mâchefers est remplacé par :

« Les déchets pouvant être admis dans l'unité de valorisation des mâchefers sont les mâchefers provenant de l'unité du site uniquement. »

Article 9 : Conditions de combustion

L'article III.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de difficultés techniques, le temps de séjour de deux secondes doit s'appliquer au plus tard à compter du moment où il est procédé au renouvellement des fours. »

Article 10 : Indisponibilité des dispositifs de traitements

Les dispositions de l'article III.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article III.3.5 - Indisponibilité des dispositifs de traitement

Sans préjudice des dispositions de l'article III.3.4, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article IV.6.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/Nm³, exprimée en moyenne sur une demi-heure.

En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.

Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre, citées à l'article III.3.1, doivent être respectées. ».

Article 11 : Indisponibilité des dispositifs de mesure

Après l'article III.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, il est ajouté un article III.3.6 ainsi rédigé :

« Article III.3.6 - Indisponibilité des dispositifs de mesure

a) Dispositifs de mesure en semi-continu

Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques (arrêts, dérèglements ou défaillances techniques) ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.

b) Dispositifs de mesure en continu

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu des effluents atmosphériques (arrêts, dérèglements ou défaillances techniques) ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption. »

Article 12 : Unité de valorisation des mâchefers

L'article III.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, est modifié comme suit :

Toute mention à l'apport de mâchefers bruts externes est supprimée et les deux derniers alinéas sont supprimés.

Article 13 : Flux limites

L'article IV.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Article IV.5.1 – Flux limites

Pour chaque ligne d'incinération, les flux de polluants sont inférieurs aux seuils indiqués dans le tableau suivant : »

Polluant	Flux horaire maximal	Flux maximal exprimé en moyenne journalière
Monoxyde de carbone (CO)	4 kg / h	48 kg / jour
Poussières totales	1,2 kg / h	9,6 kg / jour
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	0,8 kg / h	9,6 kg / jour
Chlorure d'hydrogène (HCl)	2,4 kg / h	9,6 kg / jour
Fluorure d'hydrogène (HF)	0,16 kg / h	0,96 kg / jour
Dioxyde de soufre (SO ₂)	8 kg / h	48 kg / jour
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en en dioxyde d'azote	10 kg / h	177,6 kg / jour
Cadmium et ses composés (exprimés en Cd) + thallium et ses composés (exprimés en Tl)	-	48 g / jour
Mercurure et ses composés (exprimés en Hg)	-	48 g / jour
Total des autres métaux lourds suivants et leur composés exprimés en : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	-	0,48 kg / jour
Dioxines et furannes	-	0,096 mg / jour
Ammoniac	1,2 kg/h	28,8 kg / jour

Article 14 : Valeurs limites de rejet dans l'air

L'article IV.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié est complété par les prescriptions suivantes :

« - ammoniac :

Paramètre	Moyenne journalière	Moyenne sur ½ heure
Ammoniac	30 mg/Nm ³	30 mg/Nm ³

Article 15 : Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air

Les dispositions de l'article IV.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article IV.5.3 - Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article IV.5.2 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article IV.5.2 ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres

métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépassent les valeurs limites définies à l'article IV.5.2 ;

- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse la valeur limite fixée à l'article IV.5.2 ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/Nm³, ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/Nm³.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article III.3.5 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article IV.5.2 :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Ammoniac : 40 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article IV.5.2 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.»

Article 16 : Surveillance des rejets atmosphériques - mesure en continu

Les dispositions de l'article IV.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié sont modifiées comme suit :

L'ammoniac est ajouté à la liste des paramètres à mesurer en continu.

Article 17 : Surveillance des rejets atmosphériques – Contrôles extérieurs

Les dispositions de l'article IV.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article IV.6.2 – Contrôles extérieurs

a) Dispositions Générales

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de :

- l'ensemble des paramètres mesurés en continu (cités à l'article IV.6.1) et en semi-continu,
- Cd et ses composés,
- Tl et ses composés,
- Hg et ses composés,

- autres métaux suivants : Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V,
- dioxines et furannes.

b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes

L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié susvisé.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article IV.5.2, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié susvisé.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Article 18 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Après l'article IV.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié, il est ajouté un article IV.6.3 ainsi rédigé :

« Article IV.6.3 – Conditions générales de la surveillance des rejets

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe de l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures effectuées en parallèle par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181.

Article 19 : Echancier

Les prescriptions fixées par le présent arrêté sont applicables immédiatement à l'unité d'incinération de déchets non dangereux visée à l'article 1^{er}, sauf celles visées ci-dessous qui sont à mettre en œuvre dans les conditions suivantes :

- dispositions relatives à la valeur seuil des flux exprimés en moyenne journalière : à compter du 1^{er} juillet 2011 ;
- dispositions relatives à la mesure en continu de l'ammoniac : à compter du 1^{er} juillet 2014 ;
- dispositions relatives à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes : à compter du 1^{er} juillet 2014.

Article 20 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1er).

Article 21 : Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 22 : Information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Metz et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Metz.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle ;

Article 23 : Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de Metz, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau



Roland LANGENFELD

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Olivier du CRAY

